

RISQUES ET ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN BIRMANIE



INFO BIRMANIE - DÉCEMBRE 2015

infobirmanie@gmail.com

Introduction

La France accueille la 21^{ème} Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques du 30 novembre au 11 décembre. Cette échéance cruciale doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C.

La Birmanie, dont les défis environnementaux sont majeurs, fait partie des 195 États qui participent aux discussions. En plus d'une délégation officielle, une délégation de la société civile birmane a fait le déplacement pour échanger avec les entreprises, les organisations gouvernementales, les scientifiques ou encore les représentants de la société civile du monde entier.

En effet, la Birmanie qui figure parmi les moins polluants du monde en termes d'émissions de gaz à effet de serre, est paradoxalement l'un des pays les plus touchés et vulnérables aux impacts du changement climatique, avec des conséquences considérables sur l'environnement, le système économique et social et sur les droits de l'homme.

Selon l'étude « Global climate risk index 2015 » du Think Tank allemand GermanWatch, qui analyse les pays les plus impactés par le changement climatique sur la période 1994-2013, la Birmanie se classe deuxième derrière le Honduras et devant Haïti. Sur cette période, la Birmanie dénombre 41 événements climatiques extrêmes, avec au moins 140 000 morts et 2,4 millions de personnes affectées pour le seul cyclone Nargis en 2008. En juillet-août 2015, le cyclone Komen et les inondations ont affecté 12 États, tuant plus de 132 personnes et affectant plus de 1,5 millions de personnes.

4,5 Millions de personnes potentiellement affectées par l'élévation du niveau de la mer

La Birmanie fait face à différentes catastrophes liées au changement climatique : des cyclones de plus en plus puissants, de graves inondations, un dérèglement du rythme des moussons, une modification du régime des précipitations, des vagues de chaleur extrême, de la sécheresse, et des inondations côtières dues à la montée du niveau de la mer.

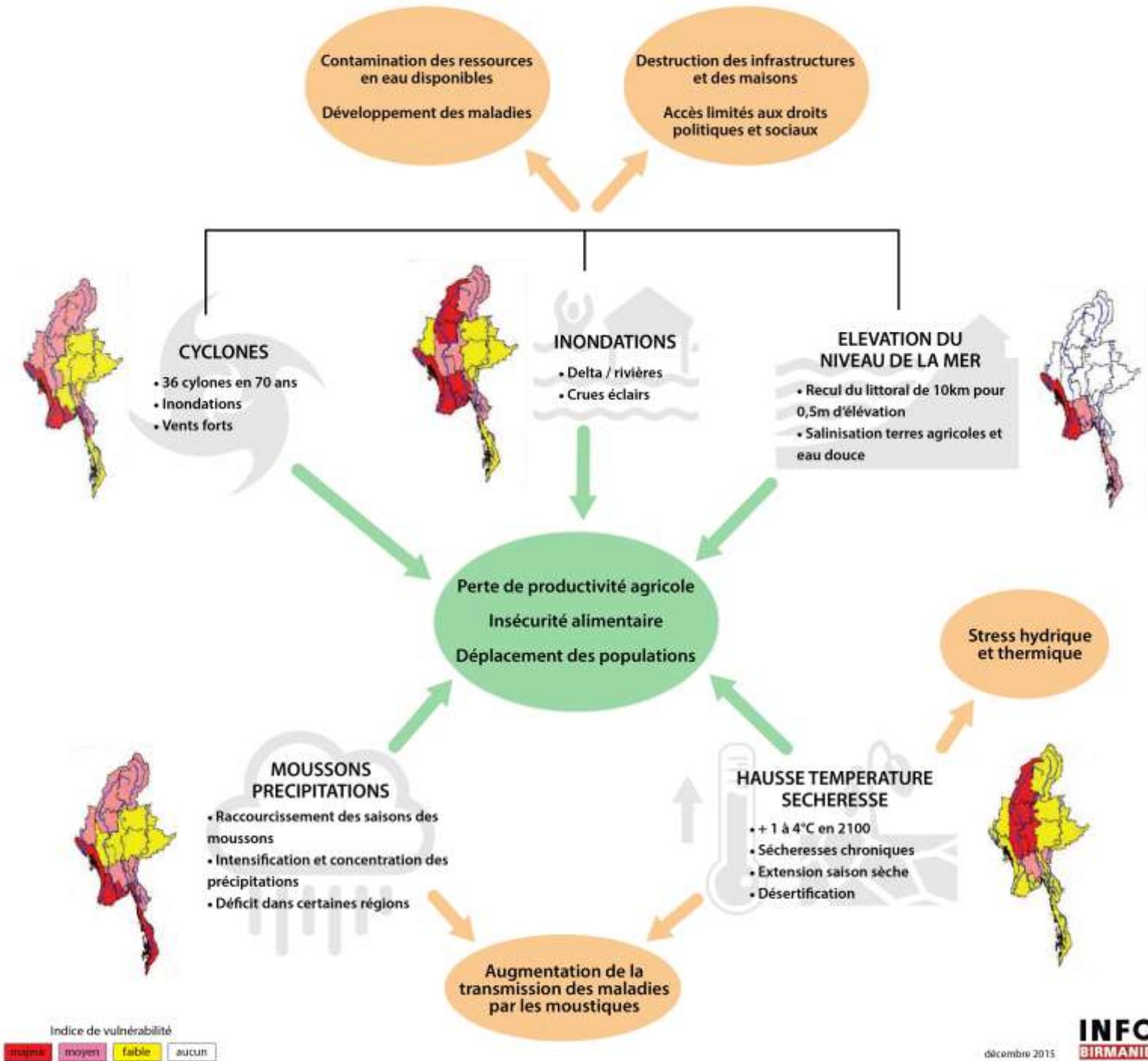
Plusieurs zones géographiques sont particulièrement impactées : Les zones côtières, et plus particulièrement la région du delta de l'Irrawaddy et le nord-ouest de l'État d'Arakan, qui risquent de souffrir de l'augmentation du nombre et de la puissance des cyclones, des inondations fluviales et de l'élévation du niveau de la mer.

Rangoun **4ème ville** la plus vulnérable au monde face au changement climatique

33% de la population soumise aux risques d'inondations fluviales

La plaine centrale le long d'Irrawaddy est elle aussi concernée par les inondations, mais aussi par la sécheresse dans sa partie appelée « zone sèche ».

Risques et impacts du changement climatique en Birmanie



Les catastrophes climatiques extrêmes liées au changement climatique en Birmanie

➤ Les cyclones



Les cyclones sont les principales catastrophes naturelles affectant le pays, et toutes les régions sont vulnérables à leurs effets associés (vents forts et ondes de tempête – inondations). 36 cyclones ont frappé la Birmanie depuis 1947, touchant particulièrement l'Arakan, le delta de l'Irrawaddy et l'État Mon. C'est au mois de mai que le risque de cyclone est le plus élevé, même si depuis plusieurs années, sous l'effet du réchauffement climatique, la saison des cyclones s'est grandement élargie.

Les cyclones affectent directement plusieurs secteurs dont l'agriculture et la pêche. En plus de ces effets directs, ils impactent la ressource en eau disponible et la santé publique (développement de maladies).

➤ Les inondations

Les inondations ont toujours été l'un des principaux dangers en Birmanie, et le bassin de l'Irrawaddy, le plus grand du pays, expose plus de 2 millions de personnes à ce risque.

Le risque d'inondations lors de la période des moussons se voit augmenté par l'effet conjoint du raccourcissement de la période des moussons et de l'intensification des précipitations durant cette même période, provoquant des crues éclair (montée rapide et imprévue du niveau de l'eau). Les risques d'inondations sont amplifiés par la fonte des glaciers himalayens du plateau tibétain, dans lequel l'Irrawaddy prend sa source, sous l'effet du réchauffement climatique.



L'impact des inondations comprend le déplacement des populations, l'insécurité alimentaire, l'insécurité économique due à la perte des moyens de subsistance, les menaces de santé publique comme la contamination des eaux, la dengue, et des problèmes psychosociaux.

Par ailleurs les conséquences des catastrophe naturelles peuvent avoir un impact direct sur les droits sociaux, civiques et politiques. Le cyclone Komen de juillet-août 2015, les inondations qui ont affectés 12 États et le manque de réactivité du gouvernement, ont limité l'accès au vote de dizaines de milliers de personnes. En effet, dans certaines régions, les routes n'étaient pas praticables et ont empêché les partis politiques et les associations locales d'atteindre les communautés les plus isolées. Celles-ci ont manqué d'information et n'ont pas toujours été en mesure de voter le 8 novembre.

➤ La mousson et les précipitations

Selon les dernières études climatiques, les précipitations de ces prochaines décennies pourraient augmenter de 10% entre mars et novembre dans tout le pays, et durant le reste de l'année certaines régions pourraient souffrir d'un déficit en précipitations supérieur à 45%.

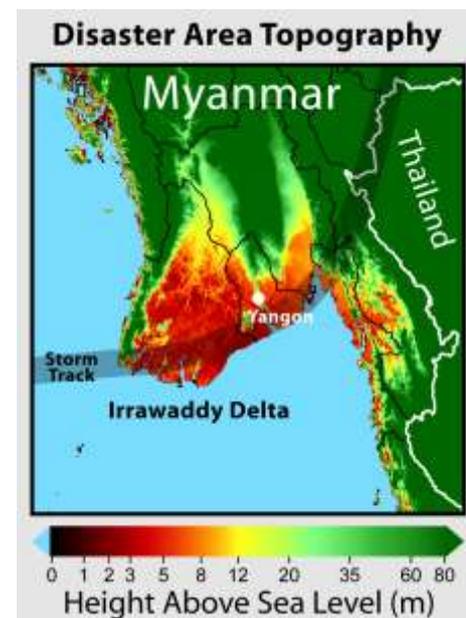


Depuis 1980, la saison des moussons (mai-septembre) a déjà perdu 40 jours et pourrait encore être réduite dans les années à venir. Ce raccourcissement de la saison des pluies devrait s'accompagner d'une intensification des précipitations notamment dans les régions côtières. Cette concentration des précipitations devrait augmenter la fréquence et l'intensité des inondations.

➤ L'élévation du niveau de la mer

L'élévation du niveau de la mer est une préoccupation pressante, car une grande majorité de la population vit le long des côtes birmanes, zones de basses altitudes. En effet, avec la hausse des températures moyennes, le niveau de la mer va augmenter or une élévation comprise entre 1 et 5 mètres, affecterait 10% du pays. Pathein, à 100 km du rivage n'est, par exemple, qu'à 4 mètres d'altitude. La ligne du littoral pourrait potentiellement reculer d'environ 10 km en raison de l'élévation du niveau de la mer de 0,5m (pour une hausse moyenne de la température de 1°C d'ici la fin du siècle, scénario très optimiste).

L'élévation du niveau de la mer entrainera l'intrusion d'eau salée dans les zones du delta, causant la salinisation des terres agricoles fertiles. Une étude a montré que la conjonction de l'élévation du niveau de la mer et de la perte de productivité agricole lié à la salinisation affectera dans un avenir proche 4,5 millions de personnes en Birmanie.



➤ La hausse des températures

La température pourrait augmenter de 0,5°C à 1,2°C selon la saison, sur la période 2001-2020, et à la fin du siècle, d'autres études climatiques projettent une augmentation de 1 à 4 degrés. Une telle hausse des températures pourrait avoir des effets désastreux sur les rendements agricoles et la sécurité alimentaire, sur l'accès à l'eau (augmentation du stress hydrique), ou encore sur la santé publique (développement des risques épidémiologiques).

➤ La sécheresse



La « zone sèche » au centre du pays (13% du pays), qui compte 1/3 de la population, est aussi exposée à des sécheresses chroniques de plus en plus fortes. L'extension de la saison sèche, combinée à la hausse des températures et à la baisse du niveau des précipitations, risque d'entraîner une désertification de certaines zones.

Selon une enquête de 2014, 18,5% des ménages de la zone sèche font déjà face à une insécurité alimentaire.

La vulnérabilité des populations et des secteurs socio-économiques face au changement climatique

La Birmanie est particulièrement vulnérable au changement climatique pour plusieurs facteurs :

L'emploi et l'économie nationale birmane sont particulièrement sensibles aux variations climatiques. 70% de la population dépend de l'agriculture, le premier secteur économique du pays, et le changement climatique a déjà d'importantes répercussions sur celui-ci.

70% de la population dépend de l'agriculture

La baisse de la productivité agricole pourrait prendre encore plus d'ampleur avec l'augmentation de l'intensité et de la gravité des inondations et des sécheresses. La région du delta de l'Irrawaddy, la zone la plus touchée par les impacts du changement climatique, est l'État le plus peuplé du pays avec 6,5 millions d'habitants mais également le « grenier agricole » du pays.

Les zones déjà affectées par des problèmes de sécurité alimentaire et des conflits seront particulièrement vulnérables. La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance d'un grand nombre de petits producteurs ont toujours été problématiques en Birmanie, mais l'impact du

changement climatique devrait agir comme un facteur aggravant. Les phénomènes climatiques extrêmes menaceront également plus durement les populations déjà affectées par les crises humanitaires et les conflits comme dans l'État d'Arakan - l'un des plus soumis aux effets du changement climatique – et dans l'État Kachin et Shan où plus de 250 000 déplacés vivent dans des camps de fortune.

250 000 déplacés vivent dans des camps de fortune

Enfin, alors que l'accès aux ressources naturelles pourrait devenir un enjeu de survie dans ces régions, les tensions intercommunautaires pourraient y être exacerbées.

Les populations et les activités économiques sont concentrées dans des zones vulnérables aux impacts du changement climatique : Selon une étude de l'ADB, 34% de la population est soumise aux risques d'inondations côtières, 33% aux risques d'inondations fluviales, et 49% au stress hydrique (lorsque la demande en eau dépasse la quantité disponible). De plus, « la zone sèche », qui couvre seulement 10% de la superficie du pays, regroupe un tiers de la population. La capitale économique, Rangoun (5 millions d'habitants en 2014 pour près de 10 millions en 2070), a été récemment classée 4ème ville au monde la plus vulnérable face au changement climatique à cause des risques d'inondations côtières. De plus, la croissance de la migration urbaine (et du développement urbain, non-contrôlé, et très souvent construit à la hâte) et l'augmentation des risques de pandémies accentuent chaque année la vulnérabilité du pays. L'Index pour le Management du Risque (INFORM) classe la Birmanie comme le pays qui présente le plus haut risque de crise humanitaire en Asie du Sud-Est.

Les catastrophes climatiques ont un impact socio-économique plus fort sur les populations jeunes et pauvres. En Birmanie 26% de la population à moins de 14 ans et un birman sur trois vit sous le seuil de pauvreté.

26% de la population à moins de 14 ans

Ces foyers sont plus sensibles aux pertes économiques, aux problèmes de santé ainsi qu'aux risques d'abus, de violences et d'exploitations après des événements extrêmes. Leur accès à l'emploi, l'éducation et à la santé se voit également compliqué par les catastrophes naturelles.

Les conséquences du changement climatique sont aggravées par le climat tropical birman et le manque d'infrastructures sanitaires et d'accès à l'eau potable. La hausse de température et les catastrophes naturelles peuvent conduire à une augmentation du stress thermique (épouement par la chaleur, déshydratation, maladies cardiovasculaires) et à la propagation des maladies liées à l'eau (diarrhée, cholera) et aux moustiques (paludisme, dengue).

Une faible capacité du gouvernement à gérer les risques liés au changement climatique

En 2013, une étude du Groupe de Travail pour la Réduction des Risques et des Catastrophes en Birmanie (Myanmar DDR Working Group) classe la Birmanie parmi les pays les plus « à risques » et vulnérables (167ème sur 176 pays), du fait de la combinaison de sa forte exposition au changement climatique et de sa faible capacité à gérer les risques liés aux événements climatiques.

Lors du cyclone Nargis, la gestion de crise par la junte militaire fut désastreuse, en refusant notamment l'aide internationale et en se rendant coupable de plusieurs crimes contre l'humanité. Aujourd'hui le gouvernement semble avoir mieux pris en compte l'importance de travailler sur un plan d'action d'adaptation aux catastrophes naturelles. Toutefois, l'efficacité du plan d'action des autorités en cas de catastrophe naturelle – défini par la loi en 2013 – reste largement critiquée puisque les opérations de secours peinent à atteindre les zones les plus impactées, comme ce fut le cas lors des dernières inondations. En dépit de la nouvelle loi sur la gestion des catastrophes, la coordination entre le gouvernement et les ONGs doit encore être rationalisée et structurée. De plus, les dangers sont amplifiés par le fait que le pays est lent à prendre des mesures correctives contre le changement climatique.

Plusieurs obstacles peuvent affecter la mise en place d'une politique nationale d'adaptation efficace contre les impacts du changement climatique :

- Les acteurs politiques et les communautés ne sont pas suffisamment sensibilisés aux impacts du changement climatique. Ils ont une compréhension limitée des mesures et des outils d'adaptation et de réduction de la vulnérabilité ;
- Les politiques et réformes mises en place pour encourager l'adaptation des communautés au changement climatique sont insuffisantes ;
- L'évaluation effective des impacts du changement climatique est insuffisante et limite la planification de programmes d'adaptation efficaces ;
- Les différents acteurs impliqués ne partagent pas suffisamment les informations climatiques ;
- La Birmanie manque de capacité technologique et dispose de ressources financières limitées.

La capacité de la Birmanie à prendre en main les problèmes liés au changement climatique ne pourra se faire qu'en parallèle d'un réel développement démocratique, du développement local et de l'émancipation des minorités marginalisées. Les élections du 8 novembre 2015, qui ont donné la majorité à la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi représentent une réelle opportunité, mais aussi un vrai défi.

En 2016, le nouveau gouvernement devra mettre en place les réformes démocratiques tant attendues par le peuple mais ne devra pas laisser de côté les mesures de lutte contre le changement climatique, qui bien que moins connues, sont tout autant importantes pour l'avenir du pays.

Suite à l'absence totale de gestion lors du cyclone Nargis, le gouvernement encore en place a déjà reconnu l'importance de travailler sur un Plan national pour la réduction des risques des catastrophes. Le gouvernement d'Aung San Suu Kyi devra œuvrer pour l'adoption finale d'un tel plan,

qui permettra de donner aux populations les plus fragiles les capacités de s'adapter aux événements extrêmes. Cette dynamique devra être mise en place à travers une véritable réforme des politiques socio-économiques et de réduction de la pauvreté. La coopération du futur gouvernement birman et de la communauté internationale pourrait accélérer les efforts d'adaptation et apporter des résultats significatifs sur les projets de préparation et d'adaptation au changement climatique.

La déforestation en Birmanie : un amplificateur des conséquences du changement climatique



Alors même que le changement climatique est relié à un phénomène global, et que la Birmanie fait partie des pays les moins pollueurs, il est important de noter que certaines actions nationales contribuent néanmoins au changement climatique et à l'augmentation de la vulnérabilité du pays, en termes d'impact sur la santé des populations, la sécurité agricole et alimentaire, et la perte de biodiversité.

1,4% de la couverture forestière en Birmanie disparaît chaque année, il s'agit d'un des taux les plus élevés de déforestation en Asie du Sud-Est. Le pays a perdu 20% de sa forêt entre 1990 et 2010 et selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), alors qu'en 2000 la forêt couvrait 65% du territoire, la couverture est passée à 45% en 2015.

La Birmanie a perdu
20% de sa forêt entre
1990 et 2010

Cette déforestation importante, soutenue par le pouvoir en place, diminue la couverture végétale et la capacité des sols à réduire les impacts des inondations. Elle ne fait qu'amplifier les effets du changement climatique : accentuation des effets des inondations, des glissements de terrain et de la sécheresse.

Dans le delta de l'Irrawaddy, la déforestation de la moitié de la mangrove ces 30 dernières années accentue les effets dévastateurs des cyclones et de la montée du niveau de la mer. Celle-ci héberge pourtant une forte biodiversité et sert de zones tampon entre la terre et la mer puisqu'elle protège contre l'érosion. De nombreux experts affirment que si la mangrove n'avait pas été sacrifiée, les dégâts humains et écologiques du cyclone Nargis auraient été moins élevés.

Les initiatives locales et les aides internationales en réponse au changement climatique

Bien que le gouvernement n'ait pas fixé d'objectif de politique nationale, la Birmanie a pris plusieurs engagements internationaux, dont la signature de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 1994 et la ratification du Protocole de Kyoto en 2003.

Depuis 2011, on constate un regain d'attention du gouvernement pour la mise en place de mesures qui permettront au pays de relever les défis posés par le changement climatique et la préparation aux catastrophes s'est améliorée depuis le cyclone Nargis.

Les Politiques en faveur de la lutte contre le changement climatique :

- ✓ 2009-2015 : Myanmar Action Plan on Disaster Risk Reduction (MAPDRR) : il vise à améliorer la gestion des catastrophes autour de 5 objectifs : construire une communauté plus solide et résiliente ; fournir un cadre pour la mise en œuvre des engagements de réduction des risques liés aux catastrophes (RRC) aux niveaux mondial et régional ; contrôle et coordination des initiatives de RRC de tous les acteurs ; fournir un environnement propice à l'intégration de la RRC dans les plans de développement et programmes aux niveaux national et local ; soutenir des partenariats mutuellement bénéfiques entre le gouvernement et leurs partenaires de coopération au développement dans les programmes de RRC.
- ✓ 2012 : National Adaptation Programmes of Action (NAPA) : identification à court, moyen et à long terme des actions prioritaires dans les secteurs de: l'agriculture, les systèmes d'alerte précoce, la forêt, la santé publique, les ressources en eau, la zone côtière, l'énergie et l'industrie et la biodiversité
- ✓ 2013 : Programme Myanmar Climat Change Alliance (MCCA) : financé par l'UE et exécuté par l'ONU-Habitat et la PNUE. Son but est de soutenir les activités du pays en matière de sensibilisation au changement climatique : créer le cadre institutionnel, la politique et les capacités techniques pour traiter les changements climatiques ; mettre en place des méthodes locales d'adaptation aux changements climatiques de niveau. Les participants ont inclus les membres du Groupe de travail technique MCCA de tous les ministères concernés, la société civile et les financeurs.
- ✓ Les plans stratégiques et d'actions nationaux sur les changements climatiques sont en cours d'élaboration et seront adoptés en 2016. La stratégie sera de concevoir les moyens de réaliser la vision d'ensemble, et définir un cadre de mise en œuvre détaillé pour lutter contre le changement climatique dans chaque secteur.

Enfin, des initiatives sont également menées par les organisations de la société civile. Metta Development Fondation travaillent par exemple auprès des agriculteurs pour les former et leur permettre de s'adapter au changement climatique et à une meilleure gestion des ressources naturelles : exploitation des sources d'eau, mise à profit des fortes pluies irrégulières pour l'irrigation, planning des cultures.